

Le « moment Spoutnik » : le nôtre, le vôtre et le leur

Édito __ Par Ali Moutaïb

À l'aube de la deuxième moitié du XXe siècle, l'Union soviétique lance le premier satellite artificiel de la Terre : Spoutnik 1. Dès lors, le « moment Spoutnik » qualifie cette prouesse spatiale ayant remis en cause la suprématie technologique des États-Unis. « Qui veut la paix prépare la bataille technologique » devient ainsi l'emblème d'un monde aux nombreux terrains de compétitions technologiques acharnées. Aujourd'hui, le « moment Spoutnik » est régulièrement interprété comme l'ère où un pays, une entreprise ou des acteurs de la société civile décident de rattraper un retard technologique en investissant massivement dans l'éducation, la recherche et développement et l'innovation.

En effet, le « moment Spoutnik » se joue en ce moment et est en train de provoquer une montée sans précédent de tensions technologiques, commerciales et stratégiques, notamment entre les grandes économies mondiales. Faudrait-il rappeler que la Chine a connu, fin des années 2000, son « moment Spoutnik » vis-à-vis l'intelligence artificielle et l'émergence des GAFAs (Google, Apple, Facebook et Amazon). Ceci a permis à l'empire du Milieu de développer ses propres technologies en vue de rattraper son retard économique et industriel et d'asseoir sa puissance face à la communauté internationale.

Dans cette toile de fond s'inscrit la polémique actuelle autour de la technologie mobile 5G. D'une part, des pays sont enthousiastes à l'idée de profiter de cette nouvelle technologie qui devrait révolutionner, entre autres, l'accès aux soins, la logistique maritime et aérienne, le secteur énergétique ou encore l'industrie automobile. D'autre part, des voix brandissent notamment la crainte d'un espionnage massif, la perte de la souveraineté et la menace écologique. À cet effet, nous avons bien peur que ceux qui refusent la 5G ratent un tournant technologique de grande envergure !

Par ailleurs, bien que les États-Unis aient dominé les technologies d'internet et du numérique jusqu'ici, la 5G pourrait bien déplacer le centre de gravité de l'influence politique et économique vers l'empire du Milieu. Il s'agit bel et bien d'un « moment Spoutnik » que les États-Unis sont en train de vivre. Vous l'aurez compris, le dossier de la 5G est certes d'origine technique, mais à forte connotation géopolitique, d'autant plus que la rivalité entre la Chine et les États-Unis pour le leadership mondial n'est probablement pas près de s'estomper.

Sur un autre registre, nous ne pouvons perdre de vue les multiples mesures ayant permis au Maroc de bien gérer la pandémie Covid-19. Toutefois, le manque d'infrastructures hospitalières est peut-être la plus grande faille qu'a révélée la crise du coronavirus. À cet égard, les limites du système de santé pourraient conduire à une prise de conscience de cette crise comme une sorte de « moment Spoutnik » interne ; l'occasion d'investir massivement dans la santé, la recherche et développement et l'innovation.



FEUILLETON DE L'ACTUALITE

Par Mohammed Amine Diouri

- 
- 08 août** ● **Côte d'Ivoire**
Alassane Ouattara annonce sa candidature pour un troisième mandat.
 - 08 août** ● **Afrique**
L'Afrique a franchi le cap symbolique d'un million de cas positifs au coronavirus dont la moitié en Afrique du Sud.
 - 09 août** ● **Afghanistan**
Le gouvernement afghan libère 400 prisonniers talibans.
 - 10 août** ● **Liban**
Démission du premier ministre libanais Hassan Diab.
 - 10 août** ● **Biélorussie**
Réélection de Loukachenko à la tête de la Biélorussie.
 - 11 août** ● **Russie**
Vladimir Poutine annonce l'enregistrement du premier vaccin contre le coronavirus.
 - 11 août** ● **Biélorussie**
Plusieurs manifestations en Biélorussie contestent la réélection de Loukachenko.
 - 18 août** ● **Mali**
Coup d'État militaire au Mali.
 - 21 août** ● **Libye**
Annonce d'un cessez le feu en Libye.
 - 24 août** ● **États-Unis**
Investiture du président Donald Trump comme candidat du parti républicain à l'élection présidentielle.
 - 28 août** ● **Japon**
Démission de Shinzō Abe pour des raisons de santé.
 - 31 août** ● **Israël / EAU**
Premier vol commercial entre Tel Aviv et Abou Dhabi.

31 août

Liban

Nomination de Moustapha Adib comme nouveau premier ministre du Liban.

11 septembre

Israël / Bahreïn

Israël et Bahreïn ont conclu un accord de normalisation de leurs relations.

15 septembre

États-Unis

Israël signe à la Maison Blanche des accords historiques avec les Émirats Arabes Unis et le Bahreïn.

16 septembre

Japon

Yoshihide Suga officiellement désigné premier ministre du Japon.

18 septembre

Israël

Nouveau confinement total en Israël pour trois semaines.

18 septembre

États-Unis

Mort de la juge à la Cour suprême Ruth Bader Ginsburg.

21 septembre

Mali

Désignation de l'ex-ministre de la défense Bah N'Daw comme président de transition.

24 septembre

France

16 000 nouveaux cas de coronavirus, un record depuis le début de la pandémie.

26 septembre

Azerbaïdjan / Arménie

Affrontements militaires au Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

26 septembre

États-Unis

Nomination à la Cour suprême de la juge conservatrice Amy Coney Barrett par Donald Trump.

26 septembre

Liban

Le premier ministre libanais renonce à former un gouvernement.

28 septembre

International

Dépassement du seuil symbolique d'un million de morts causés par le coronavirus.

29 septembre

International

Réunion du conseil de sécurité à propos des affrontements au Haut-Karabakh.

30 septembre

États-Unis

Premier débat présidentiel entre Donald Trump et le candidat Biden.

01 Octobre

États-Unis

Le président Donald Trump annonce qu'il est positif au coronavirus.

La guerre « biopolitique » autour du vaccin contre le coronavirus

Par Mohammed Amine Diouri

Le 28 septembre dernier, le monde a dépassé le seuil tristement symbolique d'un million de morts causés par l'actuelle pandémie du coronavirus. Face à une telle situation, un effort international sans précédent a été entrepris afin de résoudre cette crise notamment grâce au recours à une vaccination de masse. À cet effet, plus d'une centaine de vaccins sont actuellement en développement, une dizaine d'entre eux a déjà atteint la phase 3 des tests (dont 4 projets de vaccins chinois). Par conséquent, l'humanité se dirige vers la production de plusieurs vaccins afin de répondre aux besoins des différentes régions du monde¹. Cette course acharnée pour les vaccins pose de grands dilemmes sanitaires, socio-économiques et géopolitiques. Ainsi, entre protectionnisme sanitaire, enjeux électoraux, quête de prestige, diplomatie des essais et nécessité de redémarrer l'économie, comment se dessine la carte des enjeux mondiaux sur un sujet qui animera l'actualité mondiale lors des prochains mois ?



I - Investissements massifs et concurrence commerciale rude autour des vaccins

En temps normal, l'obtention de l'autorisation d'usage d'un vaccin nécessite en moyenne une dizaine d'années. Le fait que l'on parle actuellement du début d'une vaccination dès les prochains mois est en soi une prouesse scientifique obtenue grâce à un déploiement sans précédent de moyens financiers et techniques. Néanmoins, cet élan international n'empêche pas cette course pour les vaccins d'être sans pitié, à l'image de la lutte qui a opposé plusieurs États lors du début de la pandémie afin d'obtenir un maximum de masques pour leurs populations. Certaines opérations se sont alors même apparentées à du piratage moderne avec des stocks entiers de masques détournés dans les tarmacs des aéroports. Sans oublier les tentatives de piratages informatiques visant des laboratoires ainsi que la volonté du locataire de la maison blanche de s'approprier les résultats des recherches de vaccin du laboratoire pharmaceutique allemand CureVac. De tels éléments laissent présager que les discours nationalistes désirant sécuriser un maximum de doses de vaccins à un niveau local sont actuellement plus forts que les appels à une coopération internationale afin de vaincre ce virus en garantissant l'obtention de vaccins pour l'ensemble des pays. Les pays disposant de grands moyens financiers ont dans ce sens d'ores et déjà conclu des contrats faramineux à l'image des États-Unis qui a accordé 2 milliards de dollars à la société française Sanofi dans le but de profiter en priorité d'un éventuel futur vaccin. Cette péripétie a poussé le

¹ Différentes générations de vaccins existent : Génération 1 : vaccin suscitant la production d'anticorps. Génération 2 : vaccin visant l'acquisition d'une immunité cellulaire à plus long terme.

gouvernement français à accorder des centaines de millions d'euros de subvention à la même société en vue de reprendre la main. À travers le monde, six milliards de doses de vaccins seraient déjà réservées en majorité par les pays riches de l'hémisphère nord. Le royaume du Maroc a pour sa part signé une convention avec la société britannique AstraZeneca afin d'acquérir son futur vaccin².

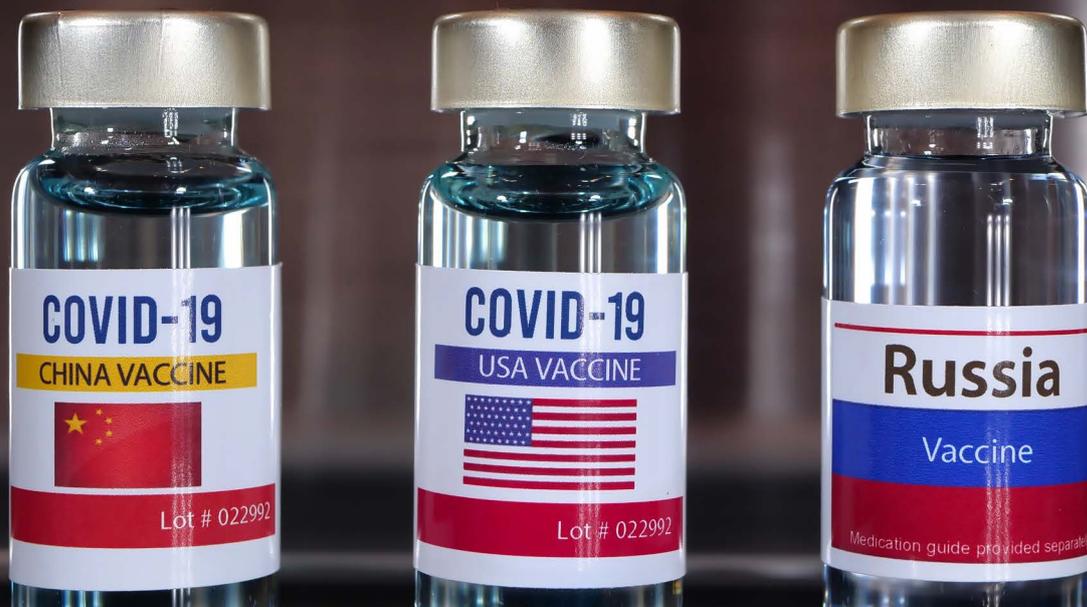
Cette compétition mondiale dans le but d'obtenir le vaccin pose d'énormes enjeux financiers, notamment pour les sociétés pharmaceutiques. À titre d'illustration, la valorisation de la société Moderna est passée de 9 à 30 milliards de dollars lors des derniers mois. De tels enjeux financiers, pourraient inciter certains laboratoires ou pays à accélérer d'une façon non responsable certaines phases de tests nécessaires dans la vérification de la sûreté des vaccins. À cet égard, l'Organisation mondiale de la santé a rappelé qu'aucun vaccin ne sera approuvé s'il n'est pas sans danger. L'OMS invite les pays à collaborer dans la vaccination d'un maximum de personnes à travers le monde plutôt que de 100% de la population de certains pays, tout en privilégiant dans une première phase la vaccination du personnel médical et des populations vulnérables

2 Les tests de ce vaccin ont été momentanément suspendus à cause de la manifestation d'un cas de myélite transverse chez un des patients ayant reçu le vaccin. Néanmoins ce vaccin est considéré comme l'un des projets les plus avancés.



(deux milliards de doses de vaccins seraient nécessaires pour la réalisation de cet objectif). En juillet dernier, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté une résolution rappelant que tout vaccin contre la pandémie de Covid-19 doit être considéré comme « un bien public mondial » en soulignant la nécessité d'un « accès rapide, équitable et sans entrave à des médicaments, vaccins, diagnostics et thérapies sûrs, abordables, efficaces et de qualité ».

Pour leur part, les dirigeants de plusieurs grands groupes pharmaceutiques (GSK, Johnson & Johnson, Pfizer, Sanofi, etc.) se sont engagés à vendre leur potentiel vaccin à son coût de revient. Cependant, ces derniers ne se sont pas engagés sur un quelconque transfert de technologie ou de brevets, élément pourtant nécessaire afin d'assurer une production de masse de vaccins.



II - Panorama des enjeux géopolitiques

En parallèle avec les enjeux sanitaires et financiers, la quête mondiale des vaccins pose d'autres enjeux d'ordre géopolitiques :

Le 11 août dernier, la Russie a surpris le monde en annonçant l'enregistrement du premier vaccin contre le coronavirus. Cette annonce a fait beaucoup de septiques notamment à cause du fait que ce vaccin n'avait, à cette date, pas encore entamé la phase 3 des tests. En nommant son vaccin « Spoutnik V », la Russie tente de redorer son blason en renouant avec la gloire de son passé de pionnier de l'exploration spatiale. Par l'enregistrement de ce vaccin, la Russie souligne par la même occasion qu'elle reste une puissance scientifique en revenant dans une bataille scientifique qui était restée dernièrement comprise en majorité entre les USA et la Chine. En réponse à ses détracteurs, le président Vladimir Poutine a affirmé que 20 pays avaient commandés des milliards de doses de son vaccin.

Aux États-Unis, le sujet du Covid-19 animera sans doute la prochaine campagne électorale. Le président Donald Trump, accusé d'avoir mal géré l'épidémie dans le pays, n'a pas lésiné sur les moyens en vue d'obtenir un vaccin le plus tôt possible. À cet égard, les États Unis ont commandé à travers l'opération « Wrap Speed » 800 millions de doses de vaccins pour plus de 8 milliards de dollars auprès de cinq fabricants ; sans oublier un soutien de deux milliards de dollars accordé à la R&D. Le désengagement américain de l'OMS ainsi que de l'initiative Covax témoigne de la dimension nationaliste de la recherche de probables vaccins qui seront en priorité réservés aux citoyens américains.

Contrairement aux États-Unis, la Chine compte privilégier ses partenaires commerciaux et faire du vaccin un bien public mondial, comme annoncé par son président XI Jinping. Le vaccin chinois de CanSino a été approuvé le 25 juin pour l'armée chinoise à titre exceptionnel. L'empire du mi-

lieu n'a cependant pas annoncé de quantité de doses commandées. Compte tenu de l'absence d'une grande capacité de production de vaccin en Chine, le pays pourrait se concentrer sur la satisfaction de son grand marché interne ou se diriger vers la conclusion des contrats de licence. L'actuel contexte a permis à la Chine de démontrer sa puissance scientifique avec 4 vaccins en phase 3 et la publication des résultats des essais dans de grandes revues scientifiques.

L'Inde, pour sa part, se distingue comme un potentiel fabriquant global de vaccins. Novavax et AstraZeneca ont conclu des accords avec le « Serum Institute of India³» pour la fabrication d'un milliard de doses de vaccins destinés à l'Inde et d'autres pays en voie de développement.

De son côté, l'Union européenne insiste sur la nécessité d'une coopération mondiale ainsi que sur le soutien au dispositif Covax⁴. Selon la présidente de la commission européenne, le futur vaccin doit être disponible et accessible à tous. Néanmoins, cela n'a pas empêché l'UE de commander 700 millions de doses à AstraZeneca et Sanofi-Glaxo dans le cadre de l'inclusive vaccine alliance. Cette alliance ayant commencé avec 4 pays pour ensuite inclure les 27, représente une avancé dans l'intégration européenne.

Au niveau des pays disposant de peu de moyens, la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI), la Fondation Gates et le Wellcome trust ont précommandé 300 millions de doses de vaccins afin d'assurer une distribution dans les pays en voie de développement. Cette opération entre dans le cadre d'une collaboration avec Gavi et le Serum Institute of India.

En conclusion, malgré l'engouement mondial dans la course contre la montre pour protéger en priorité les populations à risque et celles vulnérables, l'actuelle quête se heurte à plusieurs limites. En effet, des soupçons d'ingérences politiques planent sur plusieurs pays à l'image des pressions exercées par la maison blanche sur le CDC ou encore l'enregistrement du vaccin russe avant la finalisation de la phase 3. Sans parler de la difficulté d'évaluer dans l'urgence l'efficacité d'un vaccin sur le long terme. L'enregistrement de plusieurs vaccins dans le monde ne sera pas non plus synonyme d'un accès mondial à ce dernier, tant les capacités de production restent limitées par rapport à l'objectif final visé. Les limites logistiques de distribution représentent elles aussi un grand obstacle face à la généralisation de la vaccination dans les endroits les plus reculés du monde. À cet effet, le dispositif mondial Covax peine à rassembler les fonds nécessaires à son bon fonctionnement. En somme, cette pandémie ne sera pas vaincue par les élans nationalistes mais plutôt par un effort international ambitionnant un accès équitable et juste aux vaccins à travers le globe.

3 Le « Serum Institute of India » est considéré comme le plus grand producteur de vaccins dans le monde.

4 Le dispositif Covax est un programme conçu pour un accès équitable aux vaccins anti-coronavirus. Covax est co-dirigé par l'alliance GAVI pour les vaccins, l'OMS et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies.



Libye : le Maroc salué pour son rôle constructif dans la résolution du conflit libyen

Par Habiba EL MAZOUNI

Du 6 au 10 septembre 2020, le Maroc a accueilli une rencontre entre deux délégations libyennes représentant les parties en conflit : celle du Haut Conseil d'État basé à Tripoli et le Parlement libyen basé à Benghazi.

Ce dialogue intervient quelques semaines après la visite au Maroc du président du Haut conseil d'État libyen, Khaled Al Mechri et du président du parlement libyen, Aguila Salah Issa. Le dialogue fait également suite à la visite au Maroc de la représentante spéciale et Cheffe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) par intérim, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Stéphanie Williams, dans le cadre des consultations qu'elle mène avec les différentes parties libyennes ainsi qu'avec les partenaires régionaux et internationaux et ce, dans le but de trouver une solution à la crise libyenne.

Il n'en reste pas moins que le Royaume est le berceau des Accords de Skhirat signés en décembre 2015. Ces Accords prennent la forme d'un cadre international reconnaissant la situation en Libye et offrent une feuille de route pour relancer la transition politique.

Pour rappel, après la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a sombré dans un chaos caractérisé par l'ingérence de puissances étrangères et la médiation de certains pays accusés de chercher à favoriser leurs intérêts politiques et économiques lors de multiples négociations. Cette ouverture des champs d'intervention a fait subir à la crise libyenne un coup d'accélérateur ouvert et indéterminé.

Le Maroc parie ainsi sur le créneau de l'impartialité, en accueillant entre autres le dialogue inter-libyen. Ce dialogue a pour objectif de maintenir le cessez-le-feu annoncé le 21 Août par les autorités rivales libyennes et de relancer les négociations autour d'un apaisement de la situation et une paix durable en Libye.

Lors de cette rencontre, les délégations libyennes ont abouti à des compromis qui incluent notamment l'établissement de normes pour éradiquer la corruption et la dilapidation des fonds publics et pour mettre fin à l'état de division institutionnelle.

In fine, dans l'esprit de la défense des intérêts de la Oumma arabe, le Maroc joue un rôle constructif dans le dossier libyen et s'attache à favoriser un cadre neutre pour un dialogue inter-libyen qui garantit le maintien de la cohésion nationale, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la Libye sur l'ensemble de ses territoires. Ce rôle est d'ailleurs largement salué par la communauté internationale.



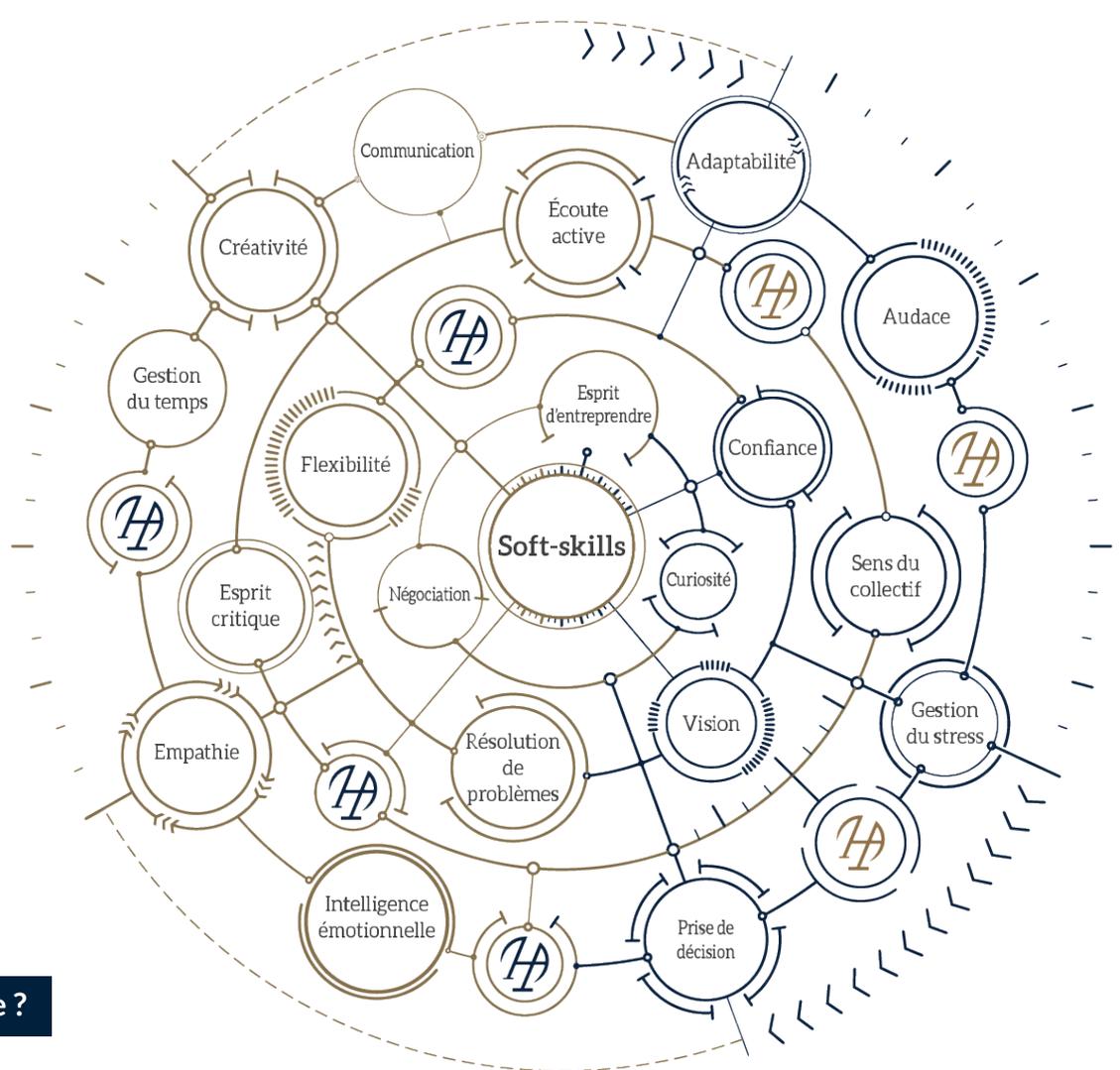


QUESTION DU MOIS

Par Habiba EL MAZOUNI

Le Reskilling





Reskilling, qu'est-ce ?

Le Reskilling est un dispositif de ressources humaines mêlant formation et recrutement. Le candidat ne possède pas forcément toutes les compétences et aptitudes nécessaires pour un poste donné. Toutefois, l'entreprise le recrute et s'engage à le former. Il s'agit ainsi d'un processus qui met en relief les compétences comportementales ou encore les « soft skills » en privilégiant le savoir-être au savoir-faire.

Quelle est la différence entre Reskilling, Upskilling et Cross-skilling ?

Les trois termes : Reskilling, Upskilling et Cross-skilling ont en commun la notion de compétence mais différent dans la gestion de cette dernière. En effet, le Reskilling permet de **reconvertir les compétences** en aidant notamment les personnes à acquérir de nouveaux savoir-faire. L'upskilling permet **d'accroître les compétences** existantes en mettant continuellement les connaissances à jour. Quant au Cross-skilling, il permet de **diversifier les compétences** en élargissant les champs d'action vers des tâches qui semblent en dehors du périmètre de responsabilités habituel.

Pourquoi faudrait-il opter pour le Reskilling ?

Comme l'a précisé Jérôme Hoarau¹, avec la robotisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle, le monde du travail, les métiers et les compétences évoluent, d'autres disparaissent. Aujourd'hui, la crise sanitaire Covid-19 a bouleversé notre quotidien professionnel. Réapprendre, apprendre en continu et à élargir ses compétences, paraissent nécessaires pour anticiper, s'adapter aux transformations de notre environnement professionnel et ainsi rester compétitif et innovant.

¹ Jérôme Hoarau est co-auteur avec Fabrice Mauléon et Julien Bouret du « Réflexe Soft Skills : les compétences des leaders de demain ».

Entretien

BOUCHRA RAHMOUNI

Directrice de Recherche, Partenariats et Valorisation
de la Recherche au Policy Center for the New South



Appréhender nos enjeux économiques via l'innovation sociale nous amène à réinterroger nos dysfonctionnements et renouveler nos modes d'actions

1- Le développement de l'écosystème entrepreneurial constitue une priorité pour le Maroc. Dans quelles mesures le social business est-il pris en considération et entre-t-il en résonance avec les principales orientations du nouveau modèle de développement ?

Le rôle crucial du social business dans le développement économique et social du pays est indissociable de la réflexion autour du nouveau modèle de développement, qui doit notamment associer les conditions d'une croissance forte basée sur la productivité avec les principes de solidarité et de l'équité sociale. Ceci dit, on ne peut pas concevoir un nouveau modèle de développement sans intégrer la dimension entrepreneuriale comme étant un levier fondamental de ce projet ; c'est une donnée constante à inculquer le plus en amont pour créer une société qui se prend en main.

Il est donc important de marquer une rupture avec le modèle actuel, à travers l'instauration d'un nouveau modèle de développement axé sur l'inclusion, l'efficacité, l'intégration des jeunes et de la femme ainsi que le renforcement du rôle de la culture et de l'innovation sociale. Cette dernière revêt une importance majeure grâce à ces outils innovants permettant d'atteindre des politiques sociales et de développement qui répondent aux besoins de la société.

2- Quelle définition donnez-vous à l'innovation sociale ; ce concept polysémique qui présente un potentiel indéniable au regard des politiques publiques, et quels sont ses différents champs d'application ?

L'innovation sociale (IS) est un sujet de prédilection dans l'écosystème de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et des start-ups, chez les créateurs de projets et les acteurs économiques plus qu'il n'est dans la sphère politique, d'où la résonance constatée entre l'intérêt du social-business à l'IS et l'intérêt des politiques publiques à ce concept novateur. Quoiqu'une acception ne serait-ce que simple, s'avère impérative. Ceci dit que l'innovation sociale serait l'ensemble de nouvelles solutions (produits, services, modèles, marchés, processus, etc.) qui répondent simultanément à un besoin social (plus efficacement que les solutions existantes) et conduisent à la consolidation de capacités notamment créatives et innovantes, à l'amélioration des rapports entre les parties prenantes au-delà de la simple relation de producteur-consommateur, et à une meilleure utilisation des actifs et des ressources à fort impact, inclusif et juste. Cette pratique favorise une action collaborative, une intelligence collective et une pensée créative pour répondre aux besoins sociaux. Elle prône l'imbrication de l'expérience des créateurs de projets et la perspicacité des personnes touchées pour proposer de nouvelles approches et alternatives. Une innovation sociale réussie est caractérisée par les valeurs d'autonomisation (empowerment), d'équité, d'inclusion et de bien-être. Autrement dit, l'innovation sociale touche de nombreux secteurs d'activités et peut susciter l'apparition de nouveaux métiers, associant souvent préoccupation environnementale et objectif social.

L'IS consiste à élaborer de nouvelles réponses à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaisants en termes d'impact dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés. Elle concerne aussi bien le produit ou service, que le mode d'organisation, de distribution, dans des domaines comme le transport, le logement, la santé, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations, etc. Elle passe par un processus en plusieurs démarches : émergence, expérimentation, diffusion et évaluation à l'instar du processus des politiques publiques.

La philosophie de l'innovation sociale consiste à se concentrer sur les besoins principaux de la tranche la plus vulnérable de la population. Elle est étroitement liée à « l'approche besoin » qui pousse à réfléchir à comment répondre de manière innovante aux besoins sociaux de façon à réduire les inégalités et générer plus de croissance inclusive.

L'innovation sociale fait donc appel à un « changement systémique » qui a pour objet de répondre à ces besoins. Autrement dit, L'IS va définir le business modèle de l'Entrepreneuriat Social ; c'est cet entrepreneur qui va aller chercher l'opportunité dans les secteurs délaissés par le secteur public ou par le secteur privé. À titre d'exemple, le micro-crédit et les énergies alternatives représentent des formes d'innovation sociale, dont l'objectif est de transformer les modes et les codes d'utilisation.

3- On le sait, la contrainte nécessite d'être inventif. La crise sanitaire du covid-19 exige ainsi l'innovation et nous pousse à repenser nos habitudes pour répondre au mieux aux besoins Sociaux. À votre avis, dans quelles mesures l'innovation sociale serait-elle nécessaire, utile et prometteuse et comment répondrait-elle aux défis économiques d'aujourd'hui comme de demain ?

Les innovations sociales prennent souvent racine dans des contextes de crise où le cadre institutionnel existant s'avère insuffisant pour trouver des réponses aux nouveaux problèmes sociaux. En effet, la croyance selon laquelle la croissance économique seule peut répondre aux besoins sociaux n'est plus valable et l'innovation sociale, portée par les acteurs de l'économie sociale et trop souvent considérée comme un second choix en temps de crise, devient une option sérieuse.

En fait, nous pensons qu'il s'agit d'abord d'une dimension de l'innovation encore peu reconnue par les politiques publiques nationales ou régionales de soutien à l'innovation. Or, certaines entreprises qui développent de l'innovation sociale rencontrent les mêmes difficultés que les entreprises porteuses d'innovations technologiques, à savoir, le recours à la recherche, à la modélisation, le temps de développement et l'examen avant la mise sur le marché, les besoins de financements, etc.

L'IS dépend aussi de la capacité organisationnelle d'établir un rapport de forces qui renverse les blocages sociaux et culturels posant obstacle à sa diffusion. C'est pourtant par la diffusion des innovations sociales à un grand nombre d'organisations et de particuliers et par leur adoption par une diversité d'acteurs que, par conséquent, leur institutionnalisation peut avoir lieu, permettant ainsi à la société de se transformer. Ceci dit, l'innovation sociale peut être un des leviers clés pour développer la création d'activité, l'emploi, la cohésion sociale et répondre aux nouveaux besoins sociaux. Elle peut aussi être un levier pour faire changer d'échelle les dispositifs de l'économie sociale et solidaire (ESS) et les politiques sociales. Parallèlement, les politiques publiques ont un rôle essentiel à jouer pour créer un écosystème favorable à l'émergence d'innovations sociales, par des mesures législatives, budgétaires et fiscales.

Soutenir l'innovation sociale nous permet d'aller bien au-delà d'un simple soutien à de nouveaux services. Appréhender nos enjeux économiques à travers l'innovation sociale nous amène à requestionner nos dysfonctionnements, renouveler nos modes d'actions et nous réinterroger sur ce qu'est et ce que doit être une politique de développement économique aujourd'hui.

Le contexte actuel est ainsi de nouveau propice à de nouvelles expérimentations et à la régénération de l'innovation. Maintenant, le monde post-COVID-19 a besoin davantage d'une pensée prospective, d'une pensée qui va mettre l'humain et la nature au centre du système. La reconnaissance institutionnelle de l'innovation sociale passe par un plaidoyer collectif. Au quotidien, l'innovateur social, individuel ou collectif, doit relever des défis quotidiens pour assurer la pérennité de son entreprise et l'intégrité de son offre.

Le Maroc est à un moment historique où les citoyens ont fait preuve de solidarité, de cohésion et de persévérance. L'intérêt du Royaume, à travers ses institutions, serait d'ouvrir les fenêtres de possibilités pour créer plus de collaborations dans un écosystème propice à l'Innovation Sociale.

Prochains événements



WEBINAIRE – 08/10/2020

Transport et Logistique au Maroc : Impact de la pandémie, organisé par La Chambre de Commerce Britannique pour le Maroc



SÉMINAIRE – 27/10/2020

9ème édition des Dialogues Stratégiques : La démondialisation et l'Afrique face au terrorisme, organisé par Le Policy Center for the New South et HEC Center for Geopolitics.

Campus HEC Paris, France.



info@hadvisors.net



+212 537 73 45 13